

Communication en Question

www.comenquestion.com

no 14, Novembre / Décembre 2021

ISSN : 2306 - 5184

La place de la communication participative durant la construction du centre de dépistage de la Covid-19 de Yopougon BAE (Abidjan, Côte d'Ivoire)¹

17

The place of participatory communication during the construction of the Covid-19 screening center in Yopougon BAE (Abidjan, Ivory Coast)

Kouadio Joël-Henri Gilles ALOKO-N'GUESSAN

Enseignant-Chercheur

Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire)

Email : alokojoel@yahoo.fr

¹ Cet article est issu d'une communication au Colloque Numérique, Dynamiques Sociétales et Résilience en Contexte Covid-19 du 25 au 26 novembre 2020 à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire.

Résumé

Confronté à la Covid-19, l'État ivoirien a entrepris la construction de centres de dépistage et la sensibilisation des populations par les mass media. Cependant, certaines activités de contre-communication effectuées sur les réseaux sociaux ont favorisé un contexte qui a abouti à la destruction par la population d'un centre de dépistage en construction à Yopougon BAE². Nous nous sommes interrogé sur les contours de la construction dudit centre en ces termes: Quelle a été l'implication des populations de Yopougon BAE dans le cadre de la construction du centre de dépistage de la Covid-19 de leur quartier ? Cette recherche vise à déterminer le niveau de participation de la population de Yopougon BAE dans l'édification du centre de dépistage de la Covid-19 dans ce quartier. Notre hypothèse est que la destruction du centre de dépistage de la Covid-19 de Yopougon BAE par les riverains de ce quartier résulte du faible niveau de participation qui leur a été accordé dans le cadre de l'édification dudit centre. Nous avons eu recours à la théorie de la communication participative. Le focus group a servi à collecter les données. Les résultats démontrent que les populations de Yopougon BAE n'ont pas été associées aux étapes de la construction du centre de dépistage.

18

Mots-clés: Centre de dépistage ; Covid-19 ; communication participative; Yopougon BAE ; Côte d'Ivoire.

Abstract

Faced with Covid-19, the Ivorian State has begun the construction of screening centers and the raising of public awareness through the mass media. However, some of the counter-communication activities carried out on social networks fostered a context that led to the destruction by the population of a screening center under construction in Yopougon BAE. We asked ourselves about the construction of this center in the following terms: What was the involvement of the people of Yopougon BAE in the construction of the Covid-19 screening center in their neighborhood? This research aims to determine the level of participation of the Yopougon BAE population in the construction of the Covid-19 screening center in this neighborhood. Our hypothesis is that the destruction of the Yopougon BAE Covid-19 screening center by residents of this neighborhood is the result of the low level of participation that was granted to them in the construction of this center. We used the theory of participatory communication. The

² La présence d'une unité de police à Yopougon, la Brigade Anti-Émeute (BAE), a conduit à l'attribution de la dénomination de Yopougon BAE à un quartier de la commune de Yopougon dans la ville d'Abidjan.

focus group was used to collect the data. The results demonstrate that Yopougon BAE populations were not associated with the construction of the screening center.

Keywords: Screening center; Covid-19; participatory communication; Yopougon BAE; Ivory Coast.

Introduction

En janvier 2020, la Chine prévenait l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de l'apparition sur son territoire d'une « pneumonie inconnue », cette maladie se verra par la suite attribuer la dénomination de Covid-19 (*La voix de nord*, 2020). Elle se propagera rapidement à l'échelle planétaire, touchera les différents continents, si bien que l'OMS la décrira comme une pandémie à partir du 11 mars 2020 (*La voix de nord*, 2020). Sur les différents continents, la Covid-19 a entraîné d'importantes pertes humaines, économiques et sociales. Ainsi, les estimations font état de 1 770 695 personnes décédées des suites de la Covid-19 dans le monde (Santé Publique France, 2020). Par ailleurs, certaines prévisions estiment que l'économie mondiale pourrait subir une contraction de l'ordre de 10% pour l'année 2020 (Service Public Fédéral [SPF] économie, 2020). En outre, l'Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture [UNESCO] (2020) affirme que la fermeture prolongée à travers le monde de nombreuses institutions d'éducation aura un impact négatif élevé notamment en termes de décrochages scolaires.

En Côte d'Ivoire, le premier cas de Covid-19 a été détecté le 11 mars 2020 et les autorités de ce pays ont rapidement adopté un ensemble de mesures destinées à réduire l'incidence de la maladie sur les populations (Institut National de la Statistique [INS] et Programme des Nations Unies pour le Développement [PNUD], 2020). Au titre des mesures adoptées, une place importante a été accordée à la communication notamment en termes de diffusion de messages de sensibilisation aux populations via les médias de masse (INS et PNUD, 2020). Sur le plan sanitaire, l'État de Côte d'Ivoire a accru les capacités de plusieurs hôpitaux et centres de soin du pays. Par ailleurs, la construction d'infrastructures sanitaires destinées à la lutte contre la Covid-19 a été entreprise dans plusieurs

communes ivoiriennes et notamment dans celles de la ville d'Abidjan.

Face aux efforts entrepris par l'État de Côte d'Ivoire, notamment en termes de diffusion de messages de sensibilisation sur les médias de masse, certaines activités de contre-communication ont été réalisées sur les réseaux sociaux. À titre d'exemple, une rumeur amplement diffusée via les réseaux sociaux a fait croire aux populations que les autorités gouvernementales et sanitaires participaient à la propagation de la Covid-19 à travers les programmes de vaccination (Glez, 2020). Dans ce contexte, un centre de dépistage de la Covid-19 en construction à Yopougon BAE dans le cadre de la riposte sanitaire de l'État de Côte d'Ivoire a été endommagé le 5 avril 2020 par les riverains de ce quartier.

Dans un reportage relatif à cet incident présenté sur un média public, un habitant de Yopougon BAE déclarait manquer d'information sur le centre de dépistage : « On ne nous explique rien. Matin, on se réveille, on vient trouver, ils sont en train d'installer des choses » (Habitant de Yopougon BAE, Radio Télédiffusion Ivoirienne [RTI1], 2020). Les propos de cet autre habitant du quartier étaient fondés sur des rumeurs inexacts : « on nous a dit, les personnes qui sont atteintes du Covid-19, on va les emmener au stade de la BAE et ce n'est pas normal » (Habitant de Yopougon BAE, RTI1, 2020). Pour sa part, le Directeur Général de la Santé de l'État de Côte d'Ivoire expliquait que son institution avait « manqué de pédagogie » (RTI 1, 2020) dans le cadre de la mise en œuvre du centre de dépistage de la Covid-19 du quartier de Yopougon BAE.

De ce qui précède, nous en arrivons à nous poser la question suivante: Quelle a été l'implication des populations de Yopougon BAE dans le cadre de la construction du centre de dépistage de la Covid-19 de leur quartier ? Dans ce sens, le présent article a pour objectif de déterminer le niveau de participation de la population de Yopougon BAE dans l'édification du centre de dépistage de la Covid-19 dans ce quartier. Nous soutenons l'hypothèse selon laquelle la destruction du centre de dépistage de la Covid-19 de Yopougon BAE par les riverains de ce quartier résulte du faible niveau de participation qui leur a été accordé dans le cadre de l'édification dudit centre.

1.- Cadre de référence: La théorie de la communication participative

Pour Capra (2007), l'approche de la communication participative tire son origine chez Freire qui sorti des sentiers battus de la communication pour le développement en 1970 en proposant de tenir compte du choix des individus dans la résolution de leurs problèmes. Du point de vue de Freire (1973, cité par Bessette, 1996), toute transmission de connaissances provenant des élites et destinées à des récepteurs inactifs est incapable d'engendrer un état d'esprit susceptible de mener les populations à changer leurs conditions de vie. Pour améliorer le quotidien des populations, la communication appliquée au développement doit être en mesure de leur fournir des habiletés techniques et cognitives (Freire, 1973 cité par Bessette, 1996).

Ainsi, Velmuradova (2016) relève qu'à travers la communication participative, les changements sont initiés par l'action des bénéficiaires du développement dans un processus d'autodétermination. Aussi, Bessette (1996) explique-t-il que toute action de développement entreprise sans se référer à la participation des populations est vouée à l'échec parce que la participation active de ces dernières est indispensable à son sens. Pour l'auteur, les leçons des projets de développement élaborés par le passé ont mis en lumière le primat des processus relevant de l'interaction et de la participation sur les modèles de production et de diffusion d'informations sans lien avec la culture des populations (Bessette, 1996).

Pour ce faire, les canaux de communication utilisés dans le cadre de la communication participative sont multiples - communication interpersonnelle, médias alternatifs et médias de masse- et visent toujours à susciter l'échange et le dialogue entre les différents acteurs du processus communicationnel (Bessette, 1996). Dans ce contexte, Yoon (1996) identifie quatre principales formes de participation dans le cadre de la mise en œuvre des projets de développement :

- La participation à l'exécution au cours de laquelle les populations se voient confier certaines tâches ;

- La participation à l'évaluation consistant à impliquer les populations à la critique du projet lorsqu'il arrive à son terme ;
- La participation aux avantages qui promeut un gain issu du projet pour les populations ;
- La participation à la prise de décision qui consiste à impliquer les bénéficiaires des projets de développement dans les phases de conceptualisation et de planification des projets.

Du fait de la difficulté associée à l'application simultanée des différentes formes de participation dans les projets de développement, les acteurs de la communication pour le développement privilégient la participation à la prise de décision qui est la plus aboutie des quatre formes de participation (Yoon, 1996).

Il faut noter que les programmes dans lesquels la communication est mobilisée pour contribuer au maintien de la santé des populations s'inscrivent dans la logique des projets de la communication pour le développement (Renaud et Rico de Sotelo, 2007). Ainsi, le projet de construction du centre de dépistage de la Covid-19 à Yopougon BAE faisant l'objet de notre étude, constitue assurément un projet de communication pour le développement. En effet, ce projet destiné à préserver la santé des populations de la commune de Yopougon a fait l'objet d'une promotion médiatique en Côte d'Ivoire³. De ce fait, une analyse des étapes de la construction dudit centre sous le prisme de la communication participative s'avère pertinente. Tenant compte des formes de communication participative de Yoon (1996), nous avons focalisé notre analyse sur la forme de la participation à la prise de décision. Ce choix s'explique par deux raisons principales.

Premièrement, la destruction du centre de dépistage est intervenue avant son entrée en activité, cela conduit donc à l'impossibilité d'inclure les formes de participation à l'évaluation et de participation aux avantages dans notre étude. Deuxièmement, des mesures de limitation des rassemblements et de distanciation sociale étaient en vigueur en Côte d'Ivoire lors de la construction du centre de dépistage, les possibilités d'association des populations

³ La construction de centres de dépistage de la Covid-19 en Côte d'Ivoire a été évoquée sur les ondes de la télévision publique RTI 1.

à la construction de ce centre ont ainsi été fortement limitées. À travers la participation à la prise de décision, il s'est agi d'identifier auprès des populations de Yopougon BAE les formes de communication employées dans le cadre de ce projet ainsi que le sens donné par ces populations aux informations qu'elles ont obtenues sur ledit projet.

2.- Matériel et Méthodes

Nous avons réalisé 5 (cinq) *focus group* à Yopougon BAE avec des résidents de ce quartier. La qualité de résident de Yopougon BAE a été attribuée aux personnes qui y avaient vécu au moins 6 mois durant l'année 2020. De plus, ces personnes devaient avoir résidé à Yopougon BAE entre les mois de mars et d'avril 2020. En effet, ces mois sont ceux durant lesquels les différentes mesures de riposte contre la Covid-19 -dont celle prévoyant la construction du centre de dépistage de Yopougon BAE- ont été adoptées par le gouvernement ivoirien. Par ailleurs, la construction du centre de dépistage à Yopougon BAE ainsi que la destruction qui en a résulté ont eu lieu en avril 2020. Précisément, il s'agissait de *focus group* mixtes comprenant 5 à 7 individus disposant de caractéristiques sociodémographiques similaires en termes d'âge, de niveau d'étude et de lieu d'habitation. Les *focus group* ont été réalisés avec des groupes d'interconnaissance, c'est-à-dire que les enquêtés entretenaient des relations de proximité dans leur vie quotidienne. Le choix de privilégier des enquêtés aux caractéristiques sociodémographiques similaires et se fréquentant au quotidien a été effectué afin de favoriser une atmosphère proche de leur réalité de vie et de permettre ainsi une prise de parole plus spontanée lors des focus group. Ces dispositions sont en conformité avec les procédés de réalisation des *focus group* explicités par Haegel (2005).

Ainsi, 31 personnes ont participé à nos enquêtes qui se sont déroulées entre le 18 et le 25 décembre 2020. Pour lesdites enquêtes, nous avons pris l'attache de 3 étudiants habitant Yopougon BAE qui nous ont introduit auprès des riverains de leur quartier. Concrètement, les étudiants avaient pour mission d'identifier des habitants de Yopougon BAE répondant aux caractéristiques indiquées et susceptibles de participer aux enquêtes. Ils devaient donc obtenir préalablement le consentement des potentiels

enquêtés quant à leur participation auxdites enquêtes. Il s'agissait d'un consentement éclairé dans la mesure où les potentiels enquêtés ont été prévenus du fait que leurs prises de parole seraient enregistrées dans le cadre de la collecte des données. Ils ont également été informés que les données collectées seraient uniquement utilisées dans le cadre de notre enquête et ce, en préservant l'anonymat des différents participants. Seules les personnes ayant donné leur accord pour la réalisation de l'enregistrement des prises de parole au cours des *focus group* et répondant aux caractéristiques préétablies quant au recrutement des participants ont été retenues.

Par ailleurs, la thématique exacte de notre enquête est restée inconnue des personnes recrutées afin d'éviter que ces dernières ne puissent en débattre avant la réalisation des enquêtes et altérer ainsi le caractère spontané des avis émis lors du déroulement des focus group. Pour ce faire, les personnes recrutées ont seulement été informées que l'enquête porterait sur un sujet d'ordre sanitaire. Les données collectées ont fait l'objet d'une analyse de contenu thématique manuelle.

3.- Résultats

3.1.- Connaissance de l'existence de la Covid-19 par les enquêtés et leurs canaux d'information sur la maladie

3.1.1.- Connaissance de l'existence de la Covid-19 par les enquêtés

L'ensemble des personnes enquêtées disposaient d'un minimum d'informations sur la Covid-19. Dans ce sens, elles ont globalement exprimé le fait que la Covid-19 était présentée comme une maladie contre laquelle il fallait se prémunir par l'application des mesures barrières. Les propos suivants font ressortir cette tendance :

Le coronavirus est une maladie [...], le respect des mesures barrières.
(Un enquêté, 18/12/2020)

Le coronavirus est une maladie dont on parle. (Un enquêté, 18/12/2020)

3.1.2.- Les canaux d'information des enquêtés sur la Covid

Il découle de nos entretiens de groupe que les enquêtés ont reçu des informations sur la Covid-19 par divers canaux de communication. Dans ce sens, ils ont révélé s'informer sur la pandémie par le biais des médias de masse et de la communication interpersonnelle de manière globale. Les propos suivants relatent ces faits de la sorte :

(...) la radio, internet, les réseaux sociaux [...] on s'approche de certains ainés également pour avoir des informations sur la maladie. (Un enquêté, 25/12/2020)

(...) on a eu les informations [sur le coronavirus] par le biais de la télé, la radio, les informations dans les journaux, de bouche à oreille aussi. (Un enquêté, 18/12/2020)

Néanmoins, chez les enquêtés les plus jeunes, les réseaux sociaux semblent être le canal d'information privilégié sur la pandémie.

Sur les réseaux sociaux, c'est là-bas que nous nous informons. (Un enquêté, 18/12/2020)

Moi je suis plus réseaux sociaux. (Un enquêté, 18/12/2020)

3.2.- Scepticisme autour de la maladie

Il est souvent revenu au cours de nos investigations que les enquêtés avaient une position ambivalente vis-à-vis de l'existence de la Covid-19. En effet, si la plupart ne remettaient pas frontalement en cause la communication gouvernementale sur la Covid-19, ils exprimaient néanmoins des doutes importants sur la maladie. Ainsi, certains enquêtés ne croyaient pas à la possibilité que les personnes issues de milieux modestes puissent être atteintes par la Covid-19.

Moi je pense que le coronavirus c'est la maladie de ceux qui ont l'argent, c'est pourquoi ça touche beaucoup l'Europe et pas l'Afrique. (Un enquêté, 18/12/2020)

Le coronavirus est très présent par exemple en Italie mais les africains y résistent franchement. (Un enquêté, 18/12/2020)

D'autres estimaient que la maladie était peu dangereuse ou exprimaient le fait de n'avoir jamais vu de malades.

Le coronavirus [...] la manière dont on dit que c'est dangereux, moi je ne suis pas sûr que ce soit aussi grave. Et puis, ils n'ont jamais montré de malades à la télé. (Un enquêté, 18/12/2020)

(...) on sait qu'il y a des gens qui ont eu le corona mais nous ici on ne considère pas cela comme une réelle maladie, si j'ai le rhume je cherche mon amodré⁴ (...) (Un enquêté, 18/12/2020)

Un autre groupe d'enquêtés encore liaient l'essor de cette pandémie à un complot ou à de la désinformation mis en œuvre par les gouvernants :

Le coronavirus est une sorte de guerre qui est menée depuis l'étranger pour essayer de diminuer la population mondiale. (Un enquêté, 25/12/2020)

(...) ce qui est dit à la télé sur le coronavirus par les autorités, c'est la marmaille⁵. (Un enquêté, 18/12/2020)

3.3.- Perception du centre de dépistage de la Covid-19 par les enquêtés et symbolique de son lieu de construction

3.3.1.- Perception du centre de dépistage de la Covid-19 par les enquêtés

Les enquêtés ont quasi unanimement évoqué le fait qu'ils ne disposaient pas d'information provenant de sources officielles sur le centre de dépistage avant le début de sa construction.

Ils [les autorités gouvernementales et sanitaires] ne donnent pas d'explication et puis ils viennent prendre le terrain pour construire cette infrastructure pour le corona. (Un enquêté, 25/12/2020)

Avant d'installer ce centre de dépistage, ils ne nous ont pas informés. Nous-mêmes on travaille derrière le mur du stade BAE mais on ne nous a rien dit (...) (Un enquêté, 25/12/2020)

⁴ Décoction traditionnelle populaire en Côte d'Ivoire.

⁵ En nouchi, argot ivoirien, la marmaille signifie baliverne.

Par ailleurs, les enquêtés ont mis en lumière le fait que de nombreuses informations officieuses alarmantes leur sont parvenues sur le centre de dépistage au cours de sa construction par le biais des réseaux sociaux et de la communication interpersonnelle.

Sur internet et par le bouche à oreille, nous avons appris que ce qu'ils étaient en train de construire, c'était pour venir contaminer la population de Yopougon BAE. (Un enquêté, 18/12/2020)

Des gens disaient que [l'infrastructure en construction] c'était pour envoyer des malades du corona ici (...) (Un enquêté, 25/12/2020)

3.3.2.- Symbolique du lieu de construction du centre de dépistage pour les enquêtés

Il ressort de nos entretiens avec les enquêtés que le stade BAE, espace sur lequel le centre de dépistage était en construction, est considéré comme un lieu de divertissement par les résidents du quartier. À cet effet, les enquêtés ont exprimé le fait d'avoir eu l'impression d'être dépossédés d'un espace important de leur vie sociale et communautaire. Les propos retranscrits ci-dessous mettent ces éléments en lumière :

C'est un coin vraiment populaire. [...] et puis ils viennent nous l'arracher comme cela sans rien nous dire. (Un enquêté, 18/12/2020)

Vous-même vous voyez que c'est un lieu pour la jeunesse [...] nous venons ici pour faire du sport. (Un enquêté, 18/12/2020)

3.4.- Une évolution du point de vue des enquêtés sur le centre de dépistage

Les personnes interrogées dans le cadre de notre enquête ont globalement mis en lumière le fait qu'elles ne se sont pas opposées à la reconstruction du centre de dépistage intervenue après la visite des autorités sanitaires et administratives dans leur quartier. Elles expliquent avoir compris le message qui leur a été porté par lesdites autorités quant à l'usage du centre de dépistage de Yopougon BAE.

Quand le ministre de la santé est venu nous expliquer les raisons de l'installation de ce centre de dépistage, on a compris (...) (Un enquêté, 18/12/2020)

Le préfet d'Abidjan est venu et nous a dit que ce n'était pas un centre destiné à recevoir des malades [...] Ce sont ces explications qui nous ont calmés. (Un enquêté, 18/12/2020)

3.5.- Discussion

Globalement, les enquêtés disposent d'informations sur la pandémie de la Covid-19. Ces informations leur ont été fournies par le biais des médias de masse et de la communication interpersonnelle. De manière spécifique, la frange la plus jeune des enquêtés utilise les réseaux sociaux comme principal canal d'information. Par ailleurs, il règne chez les enquêtés une forte tendance à dénier les informations officielles reçues. Lesdites dénégations prennent leur source dans l'exposition aux réseaux sociaux ainsi que dans les communications interpersonnelles des enquêtés. En ce qui concerne la construction du centre de dépistage, il ressort qu'un important déficit de communication a entouré ce projet que les enquêtés ont vu se réaliser sans en connaître les contours. De plus, les enquêtés ont été heurtés par le choix du stade BAE comme lieu de construction du centre de dépistage parce qu'ils accordaient à cet espace une valeur symbolique. En outre, on constate que le point de vue des enquêtés sur la présence du centre de dépistage dans leur quartier a évolué suite aux rencontres avec les autorités gouvernementales et administratives après la destruction intervenue.

Au vu des résultats obtenus, l'on comprend que le sort réservé au centre de dépistage par les populations de Yopougon BAE était prévisible. Par exemple, les autorités gouvernementales et sanitaires ont négligé les pratiques endogènes des populations de Yopougon BAE. Ainsi, les jeunes de ce quartier pour lesquels l'usage du stade BAE est ancré dans les pratiques quotidiennes n'ont nullement été approchés pour lever en amont d'éventuels malentendus. Par ce fait, les autorités gouvernementales et sanitaires ont omis « d'articuler une logique de prévention (extérieure aux groupes visés) avec des valeurs et pratiques propres

aux groupes concernés » (Pulvar, 2006, p.110). À leur décharge, il faut reconnaître que les autorités gouvernementales et sanitaires ont communiqué sur le projet de construction de centres de dépistage de la Covid-19 dans les communes de la ville d'Abidjan⁶. Cependant, elles sont restées au stade de l'usage de la communication de masse. Pourtant, l'impact de cette forme de communication en termes d'apports de messages de santé à des cibles spécifiques est limité (Renaud, Bouchard, Carron-Bouchard, Dube, Maisonneuve et Mongeau, 2007). Ainsi, les médias de masse employés par le gouvernement ne sont pas parvenus à apporter aux populations de Yopougon BAE des informations précises sur le centre de dépistage.

Par ailleurs, la pandémie du coronavirus a favorisé la circulation massive de messages de désinformation sur les réseaux sociaux. Dans ce sens, les jeunes enquêtés de Yopougon BAE qui nous ont affirmé que les réseaux sociaux constituaient leur principal canal d'information sur la Covid-19 ont très certainement été exposés aux rumeurs. Pourtant, les rumeurs ont pour principe de contester le droit exclusif des autorités à la diffusion d'informations en favorisant la propagation d'informations inquiétantes remettant en cause les discours officiels (Rieffel, 2015). À cet égard, l'appropriation du contenu des rumeurs véhiculées sur le centre de dépistage par les enquêtés et la participation à leur diffusion peuvent être interprétées comme « un contre-pouvoir » exercé par les populations (Rieffel, 2015, p.76). Dans cette situation, « la rumeur vient compenser un déficit d'information » (Billoré, 2019).

En outre, le contexte politique de la commune de Yopougon⁷ ne doit pas être ignoré dans l'analyse des circonstances de la destruction du centre de dépistage et dans celles de la réception des messages médiatiques sur la Covid-19 (rumeurs et messages

⁶ À la fin du mois de mars 2020, le ministre ivoirien de la Santé et de l'Hygiène Publique ainsi que celui du Tourisme et des Loisirs ont présenté le projet de déploiement d'infrastructures de dépistage et de prise en charge de malades de la Covid-19 dans les médias. Cependant, les deux ministres n'ont pas donné de précisions sur les lieux censés accueillir lesdites infrastructures. La liste exhaustive de ces lieux a été communiquée par le directeur général de la santé le 6 avril 2020, après la destruction du centre de dépistage de Yopougon BAE.

⁷ La commune de Yopougon est réputée être un bastion de l'ancien président ivoirien Gbagbo et un haut lieu de la contestation politique du gouvernement du président Ouattara (Boko, 2020).

officiels). En effet, il a été démontré que les populations méfiantes vis-à-vis de leurs gouvernants négligeaient les messages sanitaires officiels (Tony Blair Institute for global change, 2020). Ainsi, il est fort probable que le facteur politique ait également contribué à l'acceptation des rumeurs par les populations et in fine aux actions ayant entraîné la destruction de l'édifice sanitaire.

Nos résultats concordent avec ceux de INS et PNUD (2020) dont l'étude avait abouti au fait que 99% de la population ivoirienne connaissait l'existence de la Covid-19. Les résultats de notre étude ainsi que ceux de la Konrad Adenauer Stiftung (2020) obtenus à l'issue d'une recherche dans la ville d'Abidjan vont dans le même sens quant à la faible crainte qu'inspire la Covid-19 aux populations. Cependant, ils contredisent ceux de l'INS et du PNUD (2020) qui démontraient que plus de 90% de la population ivoirienne demeurait inquiète pour sa santé face à la survenue de la Covid-19. Cette contradiction s'explique probablement par le fait que les enquêtes de l'étude de INS et PNUD (2020) ont été effectuées avant le mois de mai 2020. Par contre, les enquêtes de Konrad Adenauer Stiftung (2020) et les nôtres ont été réalisées après le début du mois de mai 2020. À cette période, les populations ivoiriennes étaient moins effrayées par les conséquences de la Covid-19 car elles constataient que « la "flambée" redoutée n'a pas eu lieu » (Konrad Adenauer Stiftung (2020, p.3). Au niveau des canaux d'information des jeunes sur la Covid-19, nos résultats sont similaires à ceux de Konrad Adenauer Stiftung (2020) qui mettaient en lumière l'existence d'un lien entre le fait d'être jeune et celui d'utiliser principalement les réseaux sociaux comme canal d'information sur la Covid-19.

Nous avons émis l'hypothèse qui suit à l'entame de la présente étude : la destruction du centre de dépistage de la Covid-19 de Yopougon BAE par les riverains de ce quartier résulte du faible niveau de participation qui leur a été accordé dans le cadre de l'édification dudit centre. Cette hypothèse a été construite à partir des propositions de la théorie de la communication participative. Pour tester ladite hypothèse, nous avons mené des enquêtes et obtenu des résultats démontrant que le projet de construction du centre de dépistage de la Covid-19 de Yopougon BAE avait été réalisé sans la moindre forme de participation des populations.

Aussi, ces différents résultats nous ont-ils permis de corroborer notre hypothèse de recherche.

La présente étude s'est mise en place dans un contexte de « conjoncture chaude » (Gaillé & Terral, 2020, p.78). De ce fait, de nombreuses productions médiatiques portant sur la destruction du centre de dépistage de la Covid-19 de Yopougon BAE ont été diffusées. Il est donc opportun de ne pas omettre le fait que ces programmes médiatiques aient pu influencer à certains moments les réponses apportées par les enquêtés.

Conclusion

La communication participative, promotrice de dialogue et de négociation, constitue un socle sur lequel les acteurs de développement doivent bâtir leurs projets. Ignorer ce facteur conduit au risque d'« incommunication » (Wolton, 2009, p.94) entre concepteurs et destinataires des projets de développement. Cette incommunication a débouché à Yopougon BAE sur la destruction du centre de dépistage de la Covid-19. L'État ivoirien devra tirer les enseignements de cet incident dans le cadre de la poursuite de la lutte contre cette pandémie. Ainsi, pour le projet de vaccination contre la Covid-19 annoncé en Côte d'Ivoire pour le début de l'année 2021, il est primordial que s'établisse entre les populations et les gouvernants un dialogue dans le cadre d'une stratégie de communication participative planifiée. En effet, l'application d'une telle stratégie aurait pu permettre de déceler l'influence de facteurs politiques et des rumeurs sur les comportements des populations de Yopougon BAE durant la phase d'analyse situationnelle. Dans ce sens, l'instauration d'un projet de vaccination hors du contexte de la communication participative entraînera certainement des réticences de la part des populations au vu des rumeurs de nocivité circulant sur le vaccin.

Bibliographie

Bessette, G. (1996). La communication pour le développement en Afrique de l'ouest et du centre : vers un agenda d'intervention et de recherche. Dans G. Bessette et C. V. Rajasunderam (Dir.). *La*

communication participative pour le développement. Un agenda ouest-africain (p.9-38). Ottawa, Ontario : Centre de Recherches pour le Développement International.

Billore, M. (2019, 13 mars). La rumeur au Moyen Âge : média des élites et voix du peuple. *La revue des médias*. Repéré à https://larevuedesmedias.ina.fr/la-rumeur-au-moyen-age-media-des-elites-et-voix-du-peuple#footnote1_pbmpxx1

Boko, H. (2020, 21 août). Des hommes armés de machettes dans un mini-bus vert en Côte d'Ivoire : que sait-on de ces images ?. *France 24*. Repéré à <https://observers.france24.com/fr/20200821-cote-ivoire-presidentielle-machettes-minibus-gbaka-vert-microbes-manifestations>

Capra, P. (2007). L'originalité de la communication participative en Amérique latine. *Hermès*, 48, 135-144.

32

Gaille, M. et Terral, P. (2020). *Les sciences humaines et sociales face à la première vague de la pandémie de Covid-19. Enjeux et formes de la recherche*. Paris, France : CNRS & INSERM.

Glez, D. (2020, 3 juin). [Chronique] Côte d'Ivoire : les vaccins boycottés à cause de fake news. *Jeune Afrique*. Repéré à <https://www.jeuneafrique.com/993479/societe/chronique-cote-divoire-les-vaccins-boycottes-a-cause-de-fake-news/>

Haegel, F. (2005). Réflexion sur les usages de l'entretien collectif. *Recherches en soins infirmiers*, 83, 23-27.

INS et PNUD. (2020). *Mesures de l'impact socio-économique du covid-19 sur les conditions de vie des ménages en Côte d'Ivoire*. Abidjan, Côte d'Ivoire : INS.

Konrad Adenauer Stiftung. (2020). *Commerçants et consommateurs face au COVID-19 à Abidjan. Attitudes, réactions et perspectives*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Konrad Adenauer Stiftung.

La voix du nord. (2020, 10 avril). Coronavirus : de Wuhan à toute la planète, 100000 morts en trois mois. *La voix du nord*. Repéré à <https://www.lavoixdunord.fr/739345/article/2020-04-10/coronavirus-de-wuhan-toute-la-planete-100000-morts-en-trois-mois>

Pulvar, O. (2006). Communication et développement : imaginaire colonial et idéologie managériale. Dans M. Misse et A. Kiyindou (Dir.). *Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes : bilan et perspectives* (p.107-113). Grenoble, France : GRESEC. DOI: [10.1016/j.solidstatesciences.2009.02.021](https://doi.org/10.1016/j.solidstatesciences.2009.02.021)

Renaud, L. ; Bouchard, C. ; Carron-Bouchard, M. ; Dube, L. ; Maisonneuve, D. et Mongeau, L. (2007). Modèle du façonnement des normes par les processus médiatiques. Dans L. Renaud (Dir.). *Les médias et le façonnement des normes en matière de santé* (p.19-35). Montréal, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Renaud, L. et Rico de Sotelo, C. (2007). Communication et santé : des paradigmes concurrents. *Santé publique*, 19(1), 31-38.

Rieffel, R. (2015). *Sociologie des médias* (4^{ème} éd.). Paris, France : Ellipses.

RTI 1. (2020, 06 avril). *Journal télévisé 13 h* [Vidéo en ligne]. Repéré à https://m.youtube.com/watch?v=uuk4_RK-EyQ

Santé Publique France. (2020). *Coronavirus : chiffres clés et évolution de la COVID-19 en France et dans le Monde*. Repéré à <https://www.santepubliquefrance.fr/dossiers/coronavirus-covid-19/coronavirus-chiffres-cles-et-evolution-de-la-covid-19-en-france-et-dans-le-monde>

SPF Économie. (2020). *Impact économique du coronavirus*. Repéré à <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/coronavirus/impacteconomie-du>

Tony Blair Institute for Global Change. (2020). *La mobilisation sociale en situation de pandémie. Principes, enseignements et exemples de la réponse au virus Ebola en Sierra Leone*. Londres, Angleterre : Tony Blair Institute.

UNESCO. (2020). *Conséquences de la fermeture des écoles*. Repéré à <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse/consequences>

Velmuradova, M. (2016). L'évolution des approches paradigmatiques et théoriques en Communication internationale et Communication pour le développement/changement social : la comparaison des écoles anglo-saxonne et francophone. *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 9. Repéré à <https://journals.openedition.org/rfsic/2402>

Wolton, D. (2009). *Informé n'est pas communiquer*. Paris, France : CNRS Éditions.

Yoon, C. S. (1996). La communication participative pour le développement. Dans G. Bessette et C.V. Rajasunderam (Dir.). *La communication participative pour le développement. Un agenda ouest-africain* (p.39-66). Ottawa, Ontario : Centre de Recherches pour le Développement International.